

de l'impression et de la distribution des listes électorales de la province du Manitoba lors des dernières élections générales. (*Document de la session, No 103.*)

M. Monk, l'un des membres du Conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 15 février 1912,—Copie de tous télégrammes, lettres, requêtes, plaintes, accusations, rapports et autres documents se rapportant au congédiement de Luke Day, du département des Travaux Publics, à North-Sydney, C.-B. (*Document de la session, No 79k.*)

M. Cochrane, l'un des membres du Conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 17 février 1912,—Copie du rapport de la commission d'ingénieurs chargée de la reconstruction du pont de Québec et des plans et devis préparés par la dite commission; de tous avis demandant des soumissions; de toutes les soumissions reçues; du rapport de la commission sur ces soumissions, collectivement ou séparément, au ministre des Chemins de fer; du rapport du dit ministre pour l'acceptation des soumissions, et de tous décrets du conseil accordant les contrats pour la construction du pont. (*Document de la session, No 104.*)

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général, en date du 12 février 1912,—Copie de tous les arrêtés en conseil édictés pendant les dix dernières années, touchant l'abolition ou la réglementation des taux sur les canaux. (*Document de la session, No 105.*)

Sur motion de M. Borden, secondé par M. Monk,
Résolu,—Que la recommandation de l'honorable Orateur de la Chambre des Communes, pour l'avancement de M. William Cairns, chef du service de la papeterie de la Chambre des Communes, de la subdivision B de la seconde division à la subdivision B de la première division, déposée sur la Table avec les autres documents s'y rattachant, le 14 février 1912, soit approuvée.

Sur motion de M. Sinclair, secondé par M. Kyte,
Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—en vertu du paragraphe 4 de la règle 37,—Etat indiquant à quelle date M. H. P. Duchemin a été nommé pour tenir des enquêtes au sujet des accusations portées contre des employés du gouvernement dans la Nouvelle-Ecosse; le chiffre de ses émoluments pour ce service; le montant de l'allocation quotidienne fixe (s'il en est) pour ses frais de voyage et de subsistance, avec détails complets; quelle somme a été payée au dit M. Duchemin par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses départements; si quelque compte ou état de comptes a été présenté par M. Duchemin, et n'a pas été soldé; quel est le montant total des comptes présentés; s'il y a d'autres personnes, à part le dit M. Duchemin, chargées de tenir des enquêtes dans la Nouvelle-Ecosse touchant l'ingérence active politique de la part de fonctionnaires de l'Etat, ainsi que leurs noms, et les émoluments de chacune d'elles; combien de commissaires ont été nommés dans toutes les provinces par le gouvernement actuel, ou l'un quelconque de ses départements, aux fins de faire des enquêtes au sujet des accusations d'ingérence politique active de la part de fonctionnaires, et les noms, les adresses, les dates de nomination, les émoluments (y compris les frais incidents) de chacun d'eux.

Sur motion de M. Macdonald, secondé par M. Oliver,
Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes lettres, pétitions, mémoires ou autres documents reçus par le premier ministre ou par quelque membre du gouvernement concernant l'adoption d'une loi fédérale sur le mariage ou d'une mesure législative concernant les effets du décret *Ne temere*.